

Questions orales

Quant aux questions qui ont été posées, elles l'ont été dans des contextes différents, et si vous vous donnez la peine de vérifier les faits . . . non, j'ai dit si vous vous donnez la peine de vérifier les faits, pas de lire le *Toronto Star*.

Des voix: Bravo!

M. Chrétien: La *Presse*, le *Globe and Mail*.

M. Gauthier: Et le *Toronto Sun*?

M. Mulroney: Si vous vous donnez la peine de vérifier les faits, vous constaterez que les déclarations du secrétaire d'État aux Affaires extérieures et les miennes étaient parfaitement cohérentes et conformes à l'intérêt national du Canada.

* * *

LE SOMMET ÉCONOMIQUE DE BONN

LES RELATIONS COMMERCIALES ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg-Fort Garry): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Je pense qu'il conviendra que, puisque le sommet de Bonn n'a pas mené à une entente sur un calendrier précis pour les négociations commerciales multilatérales, il est fort possible que les États-Unis déclarent une guerre commerciale, ce qui aurait des conséquences très graves pour le Canada. Un journal réputé signale encore une fois ce matin que le premier ministre aurait déclaré que le président Reagan devrait lui garantir que le Canada bénéficierait d'exemptions spéciales sinon, « nous pouvons le découper en petits morceaux », si je me rappelle bien les mots qu'il a employés. J'ai bien peur que ses amis des États-Unis n'aient déjà commencé le découpage, parce qu'il y a une semaine, le secrétaire au Trésor, James Baker, a dit lors d'une séance d'information organisée à l'intention des journalistes canadiens, que le président Reagan ne demanderait pas d'exemptions spéciales pour le Canada.

Le premier ministre peut-il expliquer cette différence importante entre sa déclaration et celle du secrétaire au Trésor des États-Unis? Peut-il nous dire quelles garanties le président Reagan lui a données que le Canada jouirait d'exemptions spéciales?

M. Clark (Yellowhead): Portez-vous candidat au Congrès, Lloyd.

M. Axworthy: Peut-il nous dire pourquoi il est tellement convaincu que le Congrès écouterait le président Reagan et nous accorderait ces exemptions spéciales? Sinon, quand pourrions-nous commencer à le découper en petits morceaux?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Mon honorable collègue soulève certaines questions importantes. Je ne peux pas lui garantir que le Congrès fera ce que veut le président Reagan à propos de quoi que ce soit. Il pourra peut-être le lui demander la prochaine fois qu'il le verra. Je ne peux pas donner cette garantie ni expliquer chacune des déclarations faites par des représentants des États-Unis. Je peux cependant lui dire que le gouvernement du Canada reconnaît l'importance de nos rapports commerciaux avec les États-Unis et que plus de trois millions d'emplois au Canada en dépendent.

Si nous avons tâché par tous les moyens, de concert avec tous les autres intéressés, d'éviter l'échec de la nouvelle série de négociations du GATT, c'est justement à cause de la possibilité qu'a mentionnée mon honorable collègue, soit qu'il y ait, non pas une guerre commerciale avec les États-Unis, mais

plutôt un arrêt des tentatives en vue de libéraliser le commerce, puisque cela serait à l'avantage de tous les pays démocratiques.

Nous prenons cette question très au sérieux et nous sommes vraiment efforcés de faire valoir notre point de vue à cause des intérêts nationaux du Canada et nos obligations internationales, qui ne sont aucunement incompatibles en ce qui concerne le Canada.

LES QUESTIONS CONCERNANT L'ALLEMAGNE DE L'OUEST ET LE JAPON

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg-Fort Garry): Monsieur le Président, je voudrais signaler au premier ministre que nous sommes en sérieuses difficultés si notre gouvernement pense que c'est ce que va soutenir le président Reagan, alors que son secrétaire d'État au Trésor nous dit que ce ne sera pas le cas. Je pense qu'il est très important de tirer cela au clair, et je lui demande s'il a l'intention de demander des précisions sur la position que vont adopter les Américains.

Je voudrais, d'autre part, lui demander de nous confirmer les assurances données à la Chambre par son vice-premier ministre la semaine dernière que le premier ministre allait faire des démarches précises au nom du Canada, en sa qualité de grand négociateur, auprès du premier ministre du Japon pour obtenir des garanties sur les importations d'automobiles japonaises, et auprès de l'Allemagne de l'Ouest pour régler le problème de la surpêche dans les eaux territoriales canadiennes. Le premier ministre a-t-il posé précisément ces questions aux dirigeants de ces deux pays et avons-nous maintenant de nouveaux accords ou garanties ou assurances de leur part qu'ils respecteront les intérêts du Canada? Si c'est le cas, comment se fait-il que l'Allemagne de l'Ouest poursuive en ce moment même ses activités dans les eaux canadiennes? Quand le premier ministre va-t-il enfin utiliser ses grands talents de négociateur au profit du Canada?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, il y a là deux questions: ai-je parlé au chancelier d'Allemagne de l'Ouest de la question de la surpêche au large de Terre-Neuve. La réponse à cette question est oui, je lui en ai parlé. J'ai exposé la position canadienne et je lui ai dit que le ministre des Pêches allait très bientôt venir en discuter dans l'espoir de trouver une solution à l'amiable, comme le souhaiterait le député.

Pour ce qui est des entretiens avec le premier ministre du Japon, je lui ai exposé à plusieurs reprises les difficultés croissantes du Canada, et de l'Ontario en particulier, et je lui ai suggéré quelques sujets de réflexion sur les investissements japonais à venir en Ontario notamment, et plus généralement au Canada, dans ce domaine, notamment des possibilités d'entreprises en coparticipation qui nous permettraient de créer des emplois et qui pourraient faciliter l'accès au marché américain des produits japonais et canadiens. Je l'ai invité à songer, de façon très précise, à un certain nombre de grands investissements japonais au Canada. Je vais d'ailleurs à cette fin me rendre à Calgary la semaine prochaine pour y rencontrer 400 dirigeants japonais que je vais inciter à maintenir leurs projets d'investissement au Canada.

Je puis assurer au député que j'ai adopté avec le premier ministre du Japon une position très ferme en ce qui concerne